

FACE À L'ISLAM POLITIQUE, LES MACRONISTES SANS BOUSSOLE

La polémique sur le voile d'une représentante de l'Unef fait éclater au grand jour une fracture latente dans la majorité. **PAR LOUIS HAUSALTER**

Ce week-end-là, c'était la Pentecôte, mais c'est sur un symbole de l'islam politique que les disciples d'Emmanuel Macron se sont écharpés par médias interposés : le hijab porté par Maryam Pougetoux, présidente de l'Unef Sorbonne, qui a déchaîné les réseaux sociaux. « C'est choquant » et « c'est du prosélytisme », a jugé le ministre de l'Intérieur, Gérard Collomb. La secrétaire d'Etat à l'Egalité femmes-hommes, Marlène Schiappa, a, elle aussi, froncé les sourcils, y voyant « une marque de promotion de l'islam politique ». Ce n'est pas l'avis d'Aurélien Taché, député La République en marche et ancien de l'Unef et du PS. Celui-ci a fait la tournée des plateaux pour défendre la syndicaliste voilée : « Je ne vois pas la difficulté tant que c'est quelqu'un qui répond au mandat que lui ont confié ses camarades. Elle fait un choix qui est le sien, il faut le respecter. »

Un refrain qu'ont salué certains de ses collègues LREM... mais qui en irrite d'autres ! « Jusqu'où peut-on justifier de soutenir l'obscurantisme au nom du libéralisme culturel ? » l'a carrément contredit sur Twitter François Cormier-Bouligeon, député LREM du Cher.

“PERSONNE NE DOIT ÊTRE FORCÉ DE METTRE UN FOULARD, MAIS ON A LE DROIT DE METTRE UN FOULARD.” EMMANUEL MACRON, CETTE SEMAINE, LORS DE SON DISCOURS SUR LES BANLIEUES

MACRON BRADE-T-IL LA LAÏCITÉ ?



D'autres élus macronistes issus de la droite et du centre, comme l'ancienne juppéiste Aurore Bergé ou l'ex-UDI Sylvain Maillard, ont, de leur côté, soutenu les propos de Marlène Schiappa. « Si une jeune femme est évidemment libre de ses choix religieux et vestimentaires, une porte-parole syndicale n'est pas n'importe quelle personne, insiste Aurore Bergé. Elle fait un choix politique qui nous interpelle et que nous sommes en droit d'interroger. »

Cet épisode met en lumière les crispations du camp macroniste sur la laïcité, et plus précisément le sujet brûlant de l'islam politique. « Oui, il y a des débats sur la laïcité, comme il y en avait au PS », confiait en début d'année Manuel Valls, député apparenté à LREM et partisan d'une ligne ferme. « La majorité ne se fracturera pas, jure pourtant Aurore Bergé. Elle est solide et liée par le projet du président. » Mais, justement, quel est le

projet de Macron en la matière ? L'Elysée avait un temps envisagé un grand discours sur la laïcité, avant de faire machine arrière. Du coup, impossible de savoir ce que dirait par exemple le chef de l'Etat d'une représentante syndicale portant le hijab... Sur ce sujet plus encore que sur d'autres, Macron pratique le « en même temps » à haute dose. « Personne ne doit être forcé de mettre un foulard, mais on a le droit de mettre un foulard », déclarait-il cette semaine lors de son discours sur les banlieues. Le même jugeait toutefois en avril, dans son entretien accordé à BFMTV et Mediapart, que le voile n'était « pas conforme à la civilité dans notre pays »... Bref, ne sachant ce que pense leur mentor, ses disciples se déchirent. Car ce flou artistique permet à chacun d'entre eux d'interpréter à sa façon la bonne parole macroniste. Ainsi, si le député Taché pourfend les « tenants d'un laïcisme intégral », c'est parce qu'il estime que « l'ADN global de La République en marche, c'est un libéralisme culturel ». Au sein du mouvement, certains sont beaucoup plus circonspects. « Quand une question n'est pas tranchée, il y a forcément des exégèses dans tous les sens », constate un membre du bureau exécutif de LREM. Qui appelle à une clarification : « Il faut que les différentes sensibilités reprennent langue et que le débat soit mené en profondeur, pas à coups d'échanges sur Twitter. » La tâche s'annonce compliquée tant que le chef de l'Etat n'aura pas précisé sa pensée. A cet égard, les mesures qu'il doit annoncer prochainement sur l'organisation de l'islam de France pourraient enfin éclairer ses fidèles. ■